



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Projet d'arrêté n° PCICP2025280-0002**

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la mise en place d'un programme de bridage préventif pour la préservation des populations de chiroptères, des aérogénérateurs du parc éolien exploité par la société CENTRALE ÉOLIENNE DE CHEMIN PERRÉ sur le territoire des communes de VILLENAUXE-LA-GRANDE et MONTPOTHIER

---

Le préfet de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le courrier préfectoral du 27 août 2012 actant le bénéfice du régime d'antériorité pour l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, constituée de 9 aérogénérateurs sur le territoire des communes de VILLENAUXE-LA-GRANDE et de MONTPOTHIER ;

**VU** le porter à connaissance transmis par la société CENTRALE ÉOLIENNE DE CHEMIN PERRÉ transmis en date du 19 septembre 2024, visant à mettre en place un programme de bridage préventif de ses aérogénérateurs afin de préserver les populations de chiroptères ;

**VU** les rapports de suivis de mortalité et d'activité en nacelle, effectués en 2017, 2019, 2022, 2023 et 2024 ;

**VU** le rapport et les propositions du 30 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le courrier recommandé du 30 avril 2025 avec accusé de réception du 28 mai 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à la société CENTRALE ÉOLIENNE DE CHEMIN PERRÉ et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriels du 12 juin 2025 et du 15 juillet 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société CENTRALE EOLIENNE DE CHEMIN PERRÉ est autorisée à exploiter un parc éolien composé de 9 aérogénérateurs sur le territoire des communes de VILLENAUXE-LA-GRANDE et de MONTPOTHIER ;

**CONSIDÉRANT** que les suivis environnementaux de 2017, 2019, 2022 et 2023 susvisés mettent en évidence un impact significatif du parc éolien sur les populations de chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que la société CENTRALE ÉOLIENNE DE CHEMIN PERRÉ souhaite mettre en place un bridage de son installation visant à prévenir la mortalité des populations de chiroptères par l'arrêt des aérogénérateurs durant leurs périodes d'activité ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant avait antérieurement mis en œuvre un dispositif de bridage, dont l'efficacité a été évaluée dans le cadre d'un suivi environnemental réalisé du 16 mai au 3 novembre 2023 ; que ce suivi a relevé deux cas de mortalité au mois d'août ; que les modalités dudit bridage ont, en conséquence, été ajustées pour le mois d'août ; qu'un suivi supplémentaire a été réalisé afin de vérifier les nouveaux paramètres de bridage en 2024 ; que le suivi de 2024 a conclu à une mortalité négligeable du 31 juillet au 13 septembre ; que ce bridage ajusté a été porté à la connaissance de la préfecture de l'Aube ;

**CONSIDÉRANT** que le bridage proposé par l'exploitant est prévu du 1<sup>er</sup> mai au 15 octobre ; qu'un cas de mortalité de noctule de Leisler a eu lieu le 28 octobre 2023 ; qu'il convient de prolonger la période de bridage jusqu'au 31 octobre ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions des arrêtés susvisés nécessitent d'être complétées au regard des spécificités du contexte local et de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ d'application**

La société CENTRALE ÉOLIENNE DE CHEMIN PERRÉ, dont le siège social est situé 4 rue Jules Ferry, Immeuble Le Régent, 34600 MONTPELLIER, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées sur le territoire des communes VILLENAUXE-LA-GRANDE et de MONTPOTHIER sous réserve du respect des prescriptions complémentaires ci-dessous.

### **Article 2 : Mesures relatives à la protection des chiroptères**

#### *Article 2.1: Arrêt des machines*

L'exploitant met en œuvre un arrêt de l'ensemble des éoliennes du parc, afin de limiter leur impact sur les chiroptères. Ainsi, les aérogénérateurs seront à l'arrêt suivant les conditions suivantes :

- du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet :
  - du coucher du soleil jusqu'à l'aube ;
  - lorsque la température extérieure est supérieure ou égale à 12 °C ;
  - lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à **6 m/s** pour les aérogénérateurs **E1.3, E2.7 et E2.9** ;

- lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 4 m/s pour les aérogénérateurs **E1.1, E1.2, E1.4, E1.5, E2.6 et E2.8.**
- du 1<sup>er</sup> août au 31 août :
  - du coucher du soleil jusqu'à l'aube ;
  - lorsque la température extérieure est supérieure ou égale à 12 °C ;
  - lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 6 m/s pour les aérogénérateurs **E1.3, E1.2, E2.7, E2.9 ;**
  - lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 4 m/s pour les aérogénérateurs **E1.1, E1.4, E1.5, E2.6, E2.8.**
- du 1<sup>er</sup> septembre au 31 octobre :
  - du coucher du soleil jusqu'à l'aube ;
  - lorsque la température extérieure est supérieure ou égale à 12 °C ;
  - lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 6 m/s pour les aérogénérateurs **E1.3, E2.7, E2.9 ;**
  - lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 4 m/s pour les aérogénérateurs **E1.1, E1.2, E1.4, E1.5, E2.6, E2.8.**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements permettant de justifier l'arrêt des éoliennes.

Lorsque la vitesse de vent est inférieure à la vitesse de production d'électricité, les pales des éoliennes sont mises en drapeau.

#### *Article 2.2 : Suivi environnemental*

L'exploitant réalise un suivi environnemental sur l'année 2025, conforme au protocole ministériel en vigueur afin de vérifier l'efficacité du bridage prescrit à l'article 2.1 du présent arrêté.

Les résultats du suivi sont transmis au plus tard au 1<sup>er</sup> février 2026.

#### **Article 3 : Entretien des plateformes**

Les allumages automatiques en pied d'éoliennes sont neutralisés la nuit.

Les plateformes, abords et accès autour des éoliennes sont stabilisés et entretenus afin d'éviter toute pousse de végétation susceptible d'attirer des insectes.

Le stockage de substrat entomogène est interdit sur les emprises des plateformes des aérogénérateurs.

#### **Article 4 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société CENTRALE ÉOLIENNE DE CHEMIN PERRÉ.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de VILLENAUXE-LA-GRANDE et de MONTPOTHIER pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par les maires des communes susmentionnées, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les maires à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires de VILLENAUXE-LA-GRANDE et de MONTPOTHIER, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le **07 OCT. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

### **Délais et voies de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.